

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Front social : les anciens agents de la GOC broient toujours du noir

S.A.M.  
Libreville/Gabon

LORSQU'EN octobre dernier, les anciens employés des filiales fermées en 2020 de la Gabon Oil Company, dont Gabon Oil Marketing (GOM), Gabon Engenery construction (GEC) et Gabon Oil logistiques et services (GLS), avaient rencontré le nouvel ADG de la GOC, Igor Nguia, afin de trouver un

dénouement heureux à leur licenciement entériné, il y a trois ans, ils avaient pensé voir le bout du tunnel. Or, en dépit de la bonne volonté manifestée par chaque entité, la situation ne semble plus évoluer. "Nous avons fait un travail avec l'ADG Igor Nguia, il y a quelques mois, pour recenser les chômeurs. À ce jour, sur les 60 personnes qui ont perdu leur emploi, une quarantaine est toujours au chômage. Mais tout ce petit groupe recherche encore

des solutions pour toucher ses droits", a expliqué un membre du collectif des ex-employés mardi passé. Pourtant, en novembre 2020, l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep) avait proposé un plan social de 2,5 milliards de francs au bénéfice des anciens salariés de ces entreprises dissoutes en juillet-août de la même année. Depuis, aucune avancée significative n'a été enregistrée. "À l'époque, un plan social nous avait été proposé. Nous étions d'accord pour en discuter, mais les discussions n'ont jamais abouti. Entre-temps, l'Onep avait annoncé que 19 anciens agents de la GOC, qui étaient en CDI, avaient touché de l'argent. Mais là aussi, il y a des erreurs. Certains ont eu des rajouts via des virements et d'autres non. Nous avons condamné cet acte", a affirmé Arnold Brieg Mendou M'Obame.



Photo: Abel Eyeghel/L'Union  
**Les agents des trois filiales de Gabon Oil Company, lors d'une précédente sortie.**

Pour ce dernier, tout a été faussé dès le départ. "La procédure de licenciement, selon le Code du travail, n'a pas été respectée. Il y a eu violation des articles 50 à 59 et 70 à 73 de ce Code. L'inspecteur du Travail en charge des hydrocarbures a signé le licenciement sans même que nous ayons eu des entretiens préalables. Les notifications de licenciement nous ont été remises par un huissier sans

entretien. Nous avons été licenciés de manière abusive". Depuis la fermeture de ses filiales, la Gabon Oil Company a publié des postes vacants, mais aucun des déflatés n'a été embauché, poursuit M. Mendou M'Obame. C'est l'une des raisons pour lesquelles "nous demandons au CTRI de nous aider. Nous voulons un plan social ou des emplois. Nous avons aussi des familles".

## Prière pour la nation : pour une traversée de 2024 dans la paix



Photo: SNN

**Vue des fidèles lors du lancement du programme de prières.**

SNN  
Libreville/Gabon

PARCE que nous sommes en fin d'année et qu'il est important pour l'homme d'effectuer la traversée de 2024 dans la paix et la grâce de Dieu, l'Église internationale des croyants de l'Évangile de Jésus-Christ, sise non loin du carrefour Gros-Bouquet de Libreville, organise, les 24 et 31 décembre 2023, en son sein un programme d'enseignement pour le Gabon et sa population.

"Il s'agira d'un programme riche en couleurs, qui aura plusieurs actions. Des enseignements, des prières et des témoignages. Nous voulons qu'à travers cette rencontre, les hommes puissent connaître la puissance et la force de Jésus-Christ.

Que l'homme sache que sans l'Éternel, il n'est rien. Beaucoup ont passé toute une année sans remercier Dieu pour les merveilles qu'il a accomplies dans leur vie. Le temps est venu de lui rendre gloire. Il faut que nous accédions dans la nouvelle année avec l'onction de Dieu sur nous. Nous devons célébrer notre Dieu. C'est pour cela que l'église internationale des croyants de l'Évangile de Jésus-Christ organise ce programme, dans lequel il y aura des groupes de chorales, des artistes gospels, à l'instar de Bienvenue Moussounda. Venez donc nombreux recevoir l'onction de Dieu pour rentrer dans la nouvelle année avec ses grâces", a lancé l'évêque Patrick Nkoane, responsable de ladite église en prélude à l'évènement.

## SEEG : le 13e mois est finalement payé

S.A.M.  
Libreville/Gabon

APRÈS plusieurs jours de conflit, la direction générale de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) et les principaux syndicats, dont le Syndicat national des travailleurs du secteur de l'eau et électricité (Synthee +), sont finalement tombés d'accord, le 21 décembre passé, sur le paiement du 13e mois. Ce qui a conduit le Synthee + à lever le préavis de grève déposé le 11 décembre dernier.

Ces négociations ont permis d'élaborer un calendrier bien précis. Les agents d'exécution et de maîtrise passent à la caisse depuis le 20 décembre, et ce jusqu'au lundi 25 décembre. Suivront les agents de maîtrise supérieure, les cadres, les cadres supérieurs, les cadres directeurs, pour finir avec les



Photo: AEE

**Le personnel de la SEEG n'aura rien lâché.**

cadres dirigeants, entre le 22 et le 28 janvier 2024. Ce dénouement met un terme à des tensions. Sept responsables syndicaux de la Société d'énergie et d'eau du Gabon, quelque temps après le dépôt du préavis, avaient été entendus par les agents de la Direction générale

des contre-ingérences et de la sécurité militaire (DGCISM) communément appelée B2. À leur sortie, l'opinion publique avait découvert qu'ils avaient été rasés durant leur interpellation. Une situation qui avait déplu et renforcé les grévistes autour du paiement du 13e mois.